

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 décembre 2024

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpellé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plain de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des

régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en œuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrons ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracasseries, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«hydre» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « *hydre* » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoelés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souviens, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était

fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou pervers, il faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitions du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel,

sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menée à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html>

Quand les médias font la promotion de la « *théorie du genre* » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants... On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

<https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176>

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023...

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 % », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- La "vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins". francetvinfo.fr 6 décembre 2024

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule » - Le HuffPost 6 décembre 2024

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débiter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « n'est pas loin d'une crise de régime », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Élysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« Macron n'a absolument pas » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se

détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Elysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « préfigurateur » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* ».

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024